



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.053/2
du 16 mars 2016

advies 59.053/2
van 16 maart 2016

sur

over

un projet d'arrêté royal
'concernant la gestion du
registre central des testaments
et du registre central des
contrats de cohabitation et de
mariage'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende het beheer
van het centraal register van
testamenten en het centraal
register van samenlevings- en
huwelijksovereenkomsten'

Le 2 mars 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'concernant la gestion du registre central des testaments et du registre central des contrats de cohabitation et de mariage'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 16 mars 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 mars 2016.

*

Op 2 maart 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende het beheer van het centraal register van testamenten en het centraal register van samenlevings- en huwelijksovereenkomsten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 16 maart 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 maart 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

L'alinéa 1^{er} du préambule mentionne, à titre de fondement juridique, les articles 4, §§ 1^{er} à 3, 6/1 et 6/2 de la loi du 13 janvier 1977 'portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972, et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage'.

Cependant, l'article 4, §§ 1^{er} et 2, de cette loi ne confère aucune habilitation particulière au Roi et l'habilitation de pouvoirs spéciaux prévue par son article 6/2 n'est pas mise en œuvre par le projet dès lors que celui-ci ne modifie, n'abroge ou ne complète aucune disposition légale.

Par contre, outre les articles 4, § 3, et 6/1 de la loi du 13 janvier 1977, le projet trouve également son fondement au sein de l'article 6 de cette loi.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera revu sur cette base ¹.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Conformément à l'article 4, § 2, de la loi du 13 janvier 1977, les contrats visés à l'article 1478 du Code civil concernant la cohabitation légale et les jugements et arrêts y relatifs sont repris dans le « registre central des contrats de mariage ».

Aussi longtemps que la dénomination de ce registre n'a pas été modifiée par le législateur afin de faire expressément référence à la cohabitation légale, il convient de maintenir dans l'arrêté en projet les mots « le registre central des contrats de mariage ».

¹ Il sera rédigé en conformité avec les règles de la légistique en la matière (*Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 26 et 27, formule F 3-2-2).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Compte tenu des alinéas 3 à 7, il convient également de citer, à titre de considérant, l'arrêté royal du 11 septembre 1986 'autorisant l'accès des notaires au registre national des personnes physiques'².
2. Le préambule fera état de l'étude d'impact qui a été réalisée le 17 février 2016 conformément à l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

DISPOSITIF

Articles 3 et 4

1. Les actes qui doivent être inscrits dans les registres concernés par le projet sont déterminés par la Convention 'relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments', faite à Bâle le 16 mai 1972, et par l'article 4 de la loi du 13 janvier 1977. L'article 5 de cette même loi habilite le Roi à « étendre l'obligation d'inscription à toute autre disposition pouvant avoir une incidence sur la dévolution de la succession ».

Les articles 3 et 4 du projet mentionnent les actes qui doivent être inscrits dans les registres en renvoyant aux actes déjà visés par la Convention et par la loi, sans faire usage de la faculté prévue à l'article 5 de la loi du 13 janvier 1977. Une telle façon de procéder donne l'impression que son auteur est compétent pour prendre ou modifier la norme supérieure. Si la norme supérieure est modifiée et non la disposition qui en rappelle le contenu, il pourra y avoir entre les deux textes une contradiction que le lecteur sera obligé de résoudre lui-même en faisant prévaloir la norme supérieure sur la disposition inférieure qui lui est contraire et qui doit être considérée comme étant implicitement abrogée.

Il y a donc lieu d'omettre les articles 3 et 4 du projet.

La suite de celui-ci sera adaptée en conséquence.

² À l'heure actuelle, l'accès aux informations du Registre national des personnes physiques doit être autorisé par le Comité sectoriel compétent (voir l'article 5 de la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques'). Jusqu'à la modification de cette disposition par la loi du 25 mars 2003 'modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques', les autorisations d'accès au registre étaient données par le Roi. L'article 19, § 2, de cette loi précise, à titre de mesure transitoire, que « Les arrêtés royaux autorisant l'accès au Registre national, la communication des informations et l'utilisation du numéro d'identification du Registre national en application des articles 5, 6, 8 et 9 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, restent d'application après l'entrée en vigueur de la présente loi ». L'arrêté royal du 11 septembre 1986 reste donc pertinent.

Article 5

1. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 3, prévoit l'inscription au registre central des contrats de mariage de l'ensemble des contrats de mariage et des actes modificatifs qui ont été passés dans la période allant du 1^{er} septembre 1981 au 31 août 2011.

En ce qui concerne les contrats de cohabitation, le projet ne précise pas expressément quel est le sort qu'il y a lieu de réserver aux contrats de cohabitation conclus préalablement à l'entrée en vigueur de l'arrêté.

La différence de traitement ainsi effectuée entre les contrats de mariage et leurs actes modificatifs, d'une part, et les contrats de cohabitation, d'autre part, ne paraît pas justifiée au vu de l'objectif poursuivi par l'auteur du projet, violant ainsi le principe d'égalité notamment garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution. Il ressort en effet du rapport au Roi que

« L'objectif poursuivi est que le registre central des contrats de cohabitation et de mariage représente une valeur sociale ajoutée aussi rapidement que possible. Les notaires sont dès lors tenus d'inscrire au registre central des contrats de cohabitation et de mariage les données des contrats de mariage et des actes modificatifs dressés dans le passé ».

Si le texte est complété pour prévoir l'inscription au registre des contrats de cohabitation conclus dans le passé, il conviendrait, à l'instar de ce qu'énonce l'article 5, § 3, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 21 juin 2011, de prévoir un délai pour permettre aux notaires de procéder à ces inscriptions.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, *in fine*, les mots « au moment de l'inscription » rendent la règle circulaire. Le texte sera revu afin d'éviter cet effet.

Article 6

Afin de respecter le principe de finalité, il conviendrait, à l'article 6, § 3, 4^o, de remplacer les mots « L'objet et la date du jugement ou de l'arrêt, visé à l'article 4, 3^o » par les mots « la date du jugement ou de l'arrêt visé à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 13 janvier 1977, ainsi que son dispositif en tant qu'il implique une modification du régime matrimonial ou des conventions visées à l'article 1478 du Code civil ».

Article 11

1. Comme le relève la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 22/2015,

« Ce n'est pas parce que l'on est autorisé à utiliser le numéro d'identification du Registre national que le titulaire dudit numéro est obligé de le communiquer. En faire une mention obligatoire de la consultation risque de mettre des créanciers dans l'impossibilité matérielle de pouvoir accéder au CRH »³.

L'article 11, paragraphe 2, alinéa 2, 4°, a), du projet doit être modifié afin de répondre à cette critique.

2. Dans un souci de clarté, la définition de l'intérêt que doit présenter toute personne qui souhaite consulter le registre central des contrats de mariage doit être formulée à l'article 11, § 1^{er}, 4°, du projet à la place de l'article 11, § 2, alinéa 2, 5°.

3. Afin d'assurer la concordance entre les versions françaises des paragraphes 1^{er}, 2°, et 3, il y a lieu, au paragraphe 3, de faire également état des « organismes ».

Article 13

1. L'article 13, § 1^{er}, précise, en ce qui concerne la publicité complémentaire des actes modificatifs :

« Cette publication n'est pas requise pour les actes modificatifs qui contiennent une disposition qui modifie les règles légales de partage d'une communauté, ou une disposition qui insère, modifie ou abroge une clause de partage ou de participation dans un régime de séparation de biens, ou une disposition qui insère, modifie ou abroge une clause conformément à l'article 1388, alinéa 2 du Code civil, ou une disposition qui se limite à la renonciation par consentement mutuel entre les époux aux donations qu'ils se sont faites réciproquement ou qu'un époux a faites à l'autre dans le contrat de mariage ».

Ce faisant, le projet modifie la portée de la dispense de publication prévue par l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 13 janvier 1977. Cette disposition prévoit en effet que

« Cette publication n'est pas requise pour les modifications ayant trait à une disposition qui modifie les règles légales de partage d'une communauté [...] ».

Le fait de dispenser de publication « les actes modificatifs qui contiennent une disposition [telle que celles énumérées par l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 13 janvier 1977] » va au-delà de la dispense de publication des « modifications ayant trait [à de telles dispositions] » prévue par l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 13 janvier 1977. À suivre l'article 13, § 1^{er}, du projet, il suffit qu'un acte modificatif présente l'une des clauses qu'il vise pour que celui-ci soit dispensé de toute publication, quand bien même il contiendrait d'autres dispositions. Cela ne répond pas à l'objectif poursuivi par le législateur.

³ Avis de la Commission de la protection de la vie privée n° 22/2015, 17 juin 2015, n° 14.

Au surplus, il faut éviter de reproduire des dispositions extraites d'un texte de valeur supérieure dans un texte de valeur inférieure. Un tel procédé est non seulement superflu d'un point de vue normatif, dès lors qu'il ne crée aucune nouvelle norme, mais il est également susceptible de semer la confusion quant à la nature exacte de la prescription énoncée dans le texte de valeur inférieure et il risque notamment de faire oublier par la suite que seul l'auteur de la norme supérieure, à savoir en l'espèce le législateur, est en droit de modifier la prescription concernée.

Par conséquent, la seconde phrase de l'article 13, § 1^{er}, sera omise.

2. Le rapport au Roi précise que

« La mention au *Moniteur belge* peut avoir trait à, entre autres, les nom et prénom des parties, les nom et prénom du notaire instrumentant ainsi que sa résidence, le nouveau régime matrimonial et le régime matrimonial précédent. La langue de la publication au *Moniteur belge* dépend de la langue de l'acte ».

Les données que doit reprendre la mention au *Moniteur belge*, telles qu'elles figureront dans l'acte lui-même, seront précisées dans l'arrêté en projet, dans le respect de l'article 6/1, alinéa 2, de la loi du 13 janvier 1977.

3. À l'article 13, § 2, il est conseillé, dans un souci de sécurité juridique, de préciser la forme et les modalités de la déclaration qui doit être faite auprès de la FRNB par le notaire recevant l'acte modificatif devant être publié.

4. L'article 6/1, alinéa 2, de la loi du 13 janvier 1977 prévoit que,

« Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi détermine, sur avis de la Commission de la protection de la vie privée créée par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, *les données qui sont transmises* en ce qui concerne les régimes matrimoniaux pour publication au *Moniteur belge* par la fédération royale du notariat belge, *les modalités de la publication, la date d'entrée en vigueur* de l'obligation de publication au *Moniteur belge* et l'obligation de redevance »⁴.

Le Roi n'est donc pas habilité à prévoir un mécanisme de communication par la FRNB des mentions publiées au *Moniteur belge*.

L'article 13, § 3, sera omis.

Article 14

La référence faite par cette disposition à l'article 5 peut se limiter à ses paragraphes 1 et 2, le paragraphe 3 étant inexistant.

⁴ Italiques ajoutés.

Article 20

Il est prévu que l'arrêté en projet prend effet au 1^{er} septembre 2015.

Il est rappelé qu'en vertu d'un principe général de droit, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

L'auteur du texte doit s'assurer que la justification de la rétroactivité entre dans l'une des hypothèses mentionnées ci-avant.

La circonstance invoquée par la fonctionnaire déléguée que le 1^{er} septembre 2015 est également la date d'entrée en vigueur des dispositions des lois des 14 janvier 2013 et 10 août 2015 modificatives de la loi du 13 janvier 1977, ne peut suffire à justifier la rétroactivité du projet.

Il est renvoyé pour le surplus à l'observation n° 1 formulée sous l'article 5.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

In het eerste lid van de aanhef worden als rechtsgrond vermeld de artikelen 4, §§ 1 tot 3, 6/1 en 6/2 van de wet van 13 januari 1977 ‘houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten, opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972 en tot invoering van een centraal huwelijksovereenkomstenregister’.

Bij artikel 4, §§ 1 en 2, van die wet wordt evenwel geen enkele bijzondere machtiging verleend aan de Koning terwijl door het ontwerp geen uitvoering wordt gegeven aan de bijzondere machten die bij artikel 6/2 van die wet aan Hem zijn toegekend, aangezien dit ontwerp geen enkele wetsbepaling wijzigt, opheft of aanvult.

De rechtsgrond van het ontwerp is evenwel niet alleen te vinden in de artikelen 4, § 3, en 6/1 van de wet van 13 januari 1977, maar eveneens in artikel 6 van die wet.

Op grond hiervan dient het eerste lid van de aanhef te worden herzien.¹

ALGEMENE OPMERKING

Overeenkomstig artikel 4, § 2, van de wet van 13 januari 1977 worden de in artikel 1478 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde overeenkomsten betreffende de wettelijke samenwoning en de vonnissen en arresten die daarop betrekking hebben opgenomen in het “centraal huwelijksovereenkomstenregister”.

Zolang de benaming van dat register niet aldus door de wetgever wordt gewijzigd dat uitdrukkelijk naar de wettelijke samenwoning wordt verwezen, moeten in het ontworpen besluit de woorden “het centraal huwelijksovereenkomstenregister” worden behouden.

¹ Het eerste lid dient te worden geredigeerd overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek ter zake (*Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 26 en 27, formule F 3-2-2).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Gelet op de leden 3 tot 7, dient het koninklijk besluit van 11 september 1986 'waarbij aan notarissen toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen' eveneens te worden vermeld in de vorm van een overweging.²
2. In de aanhef dient melding te worden gemaakt van de impactanalyse die op 17 februari 2016 uitgevoerd is overeenkomstig artikel 6 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

DISPOSITIEF

Artikelen 3 en 4

1. De akten die in de in het ontwerp bedoelde registers moeten worden ingeschreven, worden bepaald in de Overeenkomst 'inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten', opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972, en in artikel 4 van de wet van 13 januari 1977. Bij artikel 5 van dezelfde wet wordt de Koning gemachtigd om "de verplichting tot registratie uit [te] breiden tot enige andere beschikking die van invloed kan zijn op de verwerving van een nalatenschap".

In de artikelen 3 en 4 van het ontwerp wordt melding gemaakt van de akten die in de registers moeten worden ingeschreven door te verwijzen naar de reeds in de Overeenkomst en in de wet vermelde akten, zonder gebruik te maken van de mogelijkheid waarin artikel 5 van de wet van 13 januari 1977 voorziet. Een dergelijke handelwijze wekt de indruk dat de steller van het ontwerp bevoegd is om de hogere regeling uit te vaardigen of te wijzigen. Als de hogere regeling wordt gewijzigd maar niet de bepaling waarin de inhoud ervan overgenomen is, dreigt tussen beide bepalingen een contradictie te ontstaan die de lezer zelf zal moeten oplossen door de hogere regeling te laten primeren boven de bepaling van lagere rang die daarmee strijdig is en die moet worden geacht stilzwijgend te zijn opgeheven.

De artikelen 3 en 4 van het ontwerp dienen dus te vervallen.

Het vervolg van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

² Thans moet de machtiging om toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen worden verleend door het bevoegde sectoraal comité (zie artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 'tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen'). Tot de dag waarop die bepaling gewijzigd werd bij de wet van 25 maart 2003 'tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen' werden de machtigingen om toegang te hebben tot het register door de Koning gegeven. In artikel 19, § 2, van die wet wordt bij wijze van overgangsmaatregel het volgende bepaald: "De koninklijke besluiten waarbij in toepassing van de artikelen 5, 6, 8 en 9 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen toegang tot het Rijksregister, mededeling van de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister werd verleend, blijven van kracht na de inwerkingtreding van deze wet." Het koninklijk besluit van 11 september 1986 blijft dus zijn relevantie behouden.

Artikel 5

1. Artikel 5, § 1, derde lid, bepaalt dat alle huwelijksovereenkomsten en wijzigingsakten die werden verleden binnen de periode van 1 september 1981 tot 31 augustus 2011, moeten worden ingeschreven in het centraal huwelijksovereenkomstenregister.

Wat de samenlevingsovereenkomsten betreft, wordt in het ontwerp niet uitdrukkelijk bepaald wat er dient te gebeuren met de samenlevingsovereenkomsten die vóór de inwerkingtreding van het besluit zijn gesloten.

Het verschil dat aldus wordt gemaakt in de behandeling van de huwelijksovereenkomsten en de akten tot wijziging ervan, enerzijds, en de samenlevingsovereenkomsten, anderzijds, lijkt, gelet op het door de steller van het ontwerp beoogde doel, niet gerechtvaardigd, aangezien het in strijd is met het gelijkheidsbeginsel dat onder meer bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet is gewaarborgd. Uit het verslag aan de Koning blijkt immers:

“Het is de bedoeling dat het centraal register van samenlevings- en huwelijksovereenkomsten zo spoedig mogelijk een maatschappelijk toegevoegde waarde zou hebben. De notarissen zijn dan ook gehouden de gegevens van de huwelijkscontracten en de wijzigingsakten die werden opgemaakt in het verleden op te nemen in het centraal register van samenlevings- en huwelijksovereenkomsten.”

Indien de tekst aldus wordt aangevuld dat voorzien wordt in de inschrijving in het register van de in het verleden gesloten samenlevingsovereenkomsten, zou, naar het voorbeeld van wat wordt gesteld in artikel 5, § 3, tweede zin, van het koninklijk besluit van 21 juni 2011, een termijn moeten worden bepaald waarin de notarissen die overeenkomsten kunnen inschrijven.

2. In paragraaf 1, derde lid, hebben de woorden “op het ogenblik van de inschrijving” tot gevolg dat die bepaling een cirkelredenering wordt. Om dit gevolg te vermijden dient de tekst te worden herzien.

Artikel 6

Met het oog op de naleving van het finaliteitsbeginsel zouden in artikel 6, § 3, 4°, de woorden “Het voorwerp en de datum van het vonnis of arrest, bedoeld in artikel 4, 3°” moeten worden vervangen door de woorden “de datum van het vonnis of het arrest bedoeld in artikel 4, § 2, eerste lid, 3°, van de wet van 13 januari 1977, alsook het dispositief ervan in zoverre het een wijziging inhoudt van het huwelijksvermogensstelsel of van de in artikel 1478 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde overeenkomsten”.

Artikel 11

1. Zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in advies nr. 22/2015 opmerkt

“is [het] niet omdat men gemachtigd is om dit nummer te gebruiken dat de titularis van het nummer verplicht is om het mee te delen. Voorzien in de verplichte vermelding voor raadpleging leidt er mogelijk toe dat schuldeisers materieel in [sic] de mogelijkheid wordt ontnomen om het CRH te raadplegen”.³

Artikel 11, § 2, tweede lid, 4°, a), van het ontwerp moet worden gewijzigd teneinde aan die kritiek tegemoet te komen.

2. Omwille van de duidelijkheid dient het belang waarvan elkeen die het centraal huwelijksovereenkomstenregister wil raadplegen moet doen blijken te worden omschreven in artikel 11, § 1, 4°, van het ontwerp en niet in artikel 11, § 2, tweede lid, 5°.

3. Om te zorgen voor overeenstemming tussen de Franse tekst van de paragrafen 1, 2°, en 3, behoort in paragraaf 3 eveneens melding te worden gemaakt van de “organismes”.

Artikel 13

1. Wat de bijkomende bekendmaking van de wijzigingsakten betreft, wordt in artikel 13, § 1, het volgende bepaald:

“Deze bekendmaking is niet vereist voor de wijzigingsakten die een beschikking bevat [sic] die de wettelijke regels van verdeling van een gemeenschap wijzigt, of een beschikking die een verdelings- of verrekeningsbeding in een stelsel van scheiding van goederen invoert, wijzigt of opheft of een beschikking die een beding overeenkomstig artikel 1388, lid 2, van het Burgerlijk Wetboek invoert, wijzigt of opheft, of een beschikking die zich beperkt tot de verzaking in onderlinge toestemming tussen de echtgenoten van de schenkingen die zij aan elkaar hebben gedaan of die de ene echtgenoot aan de andere heeft gedaan in het huwelijkscontract.”

Aldus wordt door het ontwerp een andere strekking gegeven aan artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 13 januari 1977 wat betreft het niet vereist zijn van de bekendmaking. Die bepaling schrijft immers het volgende voor:

“Deze bekendmaking is niet vereist voor de wijzigingen die betrekking hebben op een beschikking die de wettelijke regels van verdeling van een gemeenschap wijzigt [...]”.

Bepalen dat de bekendmaking niet vereist is voor “de wijzigingsakten die een beschikking bevatten [zoals die welke zijn opgesomd in artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 13 januari 1977]” reikt verder dan artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 13 januari 1977, luidens welke bepaling de bekendmaking niet vereist is voor “wijzigingen die betrekking hebben

³ Advies nr. 22/2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, 17 juni 2015, punt 14.

op [dergelijke beschikkingen]”. Volgens artikel 13, § 1, van het ontwerp is voor een wijzigingsakte geen enkele bekendmaking vereist zodra daarin één van de in dit artikel bedoelde bedingen is opgenomen, ook al zou die akte andere beschikkingen bevatten. Dit beantwoordt niet aan de door de wetgever nagestreefde doelstelling.

Daarenboven dient het overnemen in een lagere regeling van bepalingen van een hogere regeling te worden vermeden. Niet alleen is een dergelijke werkwijze op het normatieve vlak overbodig, aangezien ze geen nieuwe norm tot stand brengt, maar bovendien kan ze tot verwarring leiden over de precieze aard van het in de lagere regeling opgenomen voorschrift en kan ze er inzonderheid aanleiding toe zijn dat later uit het oog wordt verloren dat alleen de hogere regelgever, te weten, in dit geval, de wetgever, dat voorschrift kan wijzigen.

Bijgevolg dient de tweede zin van artikel 13, § 1, te worden weggelaten.

2. In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

“De mededeling in het *Belgisch Staatsblad* kan onder meer betrekking hebben op de naam en voornaam van de partijen, de naam van de instrumenterende notaris en zijn standplaats, het nieuw huwelijksvermogensstelsel en het vorige huwelijksvermogensstelsel. De taal van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* is volgens de taal van de akte.”

De gegevens die in de mededeling in het *Belgisch Staatsblad* moeten worden opgenomen zoals ze zullen worden vermeld in de akte zelf, dienen met inachtnaam van artikel 6/1, tweede lid, van de wet van 13 januari 1977 te worden aangegeven in het ontworpen besluit.

3. Met het oog op de rechtszekerheid is het raadzaam om in artikel 13, § 2, te verduidelijken in welke vorm en overeenkomstig welke nadere regels de notaris die de te publiceren wijzigingsakte verleden heeft daarvan bij de KFBN aangifte dient te doen.

4. Artikel 6/1, tweede lid, van de wet van 13 februari 1977 luidt als volgt:

“De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ingericht door de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, *de gegevens die inzake huwelijksovereenkomsten door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat worden overgezonden ter publicatie in het Belgisch Staatsblad, de nadere regels van de publicatie, de datum van de inwerkingtreding* van de verplichting tot publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en de verplichting tot vergoeding.”⁴

De Koning is dus niet gemachtigd om te voorzien in een mechanisme voor de mededeling, door de KFBN, van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte gegevens.

Artikel 13, § 3, dient te worden geschrapt.

⁴ Cursivering toegevoegd.

Artikel 14

In deze bepaling behoeft alleen te worden verwezen naar de paragrafen 1 en 2 van artikel 5, aangezien dat artikel geen paragraaf 3 bevat.

Artikel 20

Er wordt bepaald dat het ontworpen besluit uitwerking heeft met ingang van 1 september 2015.

Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van de tekst dient zich ervan te vergewissen dat de rechtvaardiging van de terugwerkende kracht in een van de hierboven vermelde gevallen in te passen valt.

De omstandigheid die door de gemachtigde ambtenaar aangevoerd wordt, dat 1 september 2015 eveneens de datum is waarop de bepalingen van de wetten van 14 januari 2013 en 10 augustus 2015 tot wijziging van de wet van 13 januari 1977 in werking treden, is op zich niet voldoende om de terugwerkende kracht van het ontwerp te verantwoorden.

Voor het overige wordt verwezen naar opmerking 1 die onder artikel 5 gemaakt is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT